

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Décembre 1989
vol. 9 n° 12

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

December 1989
Vol. 9 No. 12



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Table des matières

Table of Contents

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Examen écrit de 1989 pour les candidats à une licence de syndic	350
Statistiques — mois de septembre	377
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

1989 Written Examination for applicants to trustee licences	351
Statistics — month of September	377
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For Information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

EXAMEN ÉCRIT 1989 POUR LES CANDIDATS À UNE LICENCE DE SYNDIC*

ÉPREUVE I — FAILLITE

PARTIE A (8 points) (Choix multiple)

Les réponses aux questions suivantes doivent être inscrites sur une feuille distincte et non sur le questionnaire. Indiquez seulement la lettre qui correspond à la réponse la plus appropriée.

1. La ou les personnes suivantes peuvent intervenir dans toute matière ou procédure devant la cour de faillite:
 - a) Le syndic.
 - b) Les créanciers.
 - c) Le séquestre officiel.
 - d) Le surintendant.
 - e) Toutes les personnes précédentes.
2. Un bureau de comptables ayant procédé à la vérification des livres d'une entreprise qui a fait faillite indique au syndic qu'il remettra les livres et registres de cette entreprise seulement lorsque ses honoraires aurons été payés. Ce bureau de comptables est situé hors de la province où la faillite survient. Dans ce cas, le syndic
 - a) n'aurait pas droit aux registres, étant donné qu'ils se trouvent en dehors de la province où la faillite est survenue.
 - b) n'aurait droit aux registres, étant donné que les bureaux de comptables ont une relation privilégiée avec leur client.
 - c) n'aurait droit aux registres que sur paiement des frais comptables.
 - d) aurait droit aux registres sans être tenu de payer les frais comptables.
 - e) Aucune des réponses précédentes.
3. Le syndic peut, avant la première assemblée des créanciers, exploiter l'entreprise du failli quand les intérêts de l'actif l'exigent, avec l'autorisation
 - a) du tribunal.
 - b) des principaux créanciers.
 - c) du surintendant.
 - d) du séquestre officiel.
 - e) Le syndic n'a pas besoin d'autorisation.
4. Le 6 décembre 1988, les créanciers d'une société insolvable déposent à la Cour une requête en vue d'obtenir une ordonnance de séquestre, laquelle requête doit être entendue le 28 décembre 1988, mais le 20 décembre de la même année, l'entreprise dépose une cession volontaire auprès du séquestre officiel, avec l'autorisation du tribunal. Quelle est la date de la faillite?
 - a) Le 6 décembre 1988.
 - b) Le 20 décembre 1988.
 - c) Le 28 décembre 1988.
 - d) Aucune des réponses précédentes.

* L'examen écrit a eu lieu les 30 et 31 août 1989 dans différents centres à travers le pays. Cette année, l'examen a été préparé et administré conjointement par le Bureau du surintendant des faillites et le Conseil canadien d'insolvabilité. L'examen comportait deux parties: Partie I - faillite, Partie II - Mise sous séquestre. Le Surintendant des faillites reconnaît l'examen pour les fins d'éligibilité à une évaluation devant jury. Cette année, les jurys siégeront au cours des mois de novembre et décembre dans six grandes villes au pays.

1989 WRITTEN EXAMINATION FOR APPLICANTS TO TRUSTEE LICENCES*

PAPER I — BANKRUPTCY

PART A (8 marks) (Multiple Choice).

The following questions are to be answered on a separate piece of paper, not on the examination questionnaire. Indicate only the letter which reflects the most appropriate answer.

1. The following person(s) may intervene in any matter or proceeding in bankruptcy court:
 - a) Trustee
 - b) creditors
 - c) Official Receiver
 - d) Superintendent
 - e) all of the above
2. An accounting firm who performs the audit of a company which becomes bankrupt tells the Trustee that they will not release the books and records of the company until such time as they receive payment of their fees. This accounting firm is resident outside the province where the bankruptcy occurs. The Trustee in this situation would:
 - a) not be entitled to the records given that they are outside of the province in which the bankruptcy occurred
 - b) not be entitled to the records as accounting firms have a privileged relationship with their client
 - c) would be entitled to the records only upon payment of the accounting fees
 - d) be entitled to the records without paying the accounting fees
 - e) none of the above
3. The Trustee, before the first meeting of creditors may carry on the business of the bankrupt, when necessary in the interest of the estate, with the permission of:
 - a) court
 - b) major creditors
 - c) Superintendent
 - d) Official Receiver
 - e) Trustee does not need permission
4. On December 6, 1988, the creditors of an insolvent corporation petition the court for a receiving order to be heard on December 28, 1988, but on December 20, 1988, the corporation voluntarily files an assignment with the Official Receiver, with the leave of the court. What is the date of bankruptcy?
 - a) December 6, 1988
 - b) December 20, 1988
 - c) December 28, 1988
 - d) none of the above

* The written examination was held on August 30 and 31 1989 in various centres across Canada. This year, the examination was prepared and administered jointly by the Office of the Superintendent of Bankruptcy and the Canadian Insolvency Association. The examination was made of two parts: Paper I - Bankruptcy, and Paper II - Receivership. The Superintendent of Bankruptcy uses the results of the written examination to determine which applicants will be invited to appear before the oral Board. In the months of November and December, Boards will interview applicants in six major cities across the country.

5. Les individus suivants ne peuvent faire l'objet d'une ordonnance de séquestre:
- a) Un individu qui s'occupe de la pêche à temps partiel.
 - b) Un individu qui s'occupe exclusivement de l'agriculture.
 - c) Un salarié qui exploite en plus un commerce pour son propre compte.
 - d) Aucune des réponses précédentes.
6. Une requête en vue d'obtenir une ordonnance de séquestre sera retirée avant l'audition uniquement
- a) avec l'autorisation du tribunal.
 - b) avec l'autorisation du surintendant.
 - c) avec l'autorisation du ou des créanciers requérants.
 - d) Aucune des réponses qui précédentes.
7. X obtient une ordonnance de séquestre contre Y. Le produit de réalisation de l'actif n'est pas suffisant pour couvrir les frais du syndic. Le syndic peu:
- a) Demander à X de payer volontairement les frais.
 - b) Renoncer à se faire rembourser ses frais.
 - c) Obtenir une ordonnance du tribunal en vue de contraindre X de payer les frais.
 - d) Toutes les réponses précédentes.
 - e) Seulement les réponses a) et b).
 - f) Aucune des réponses précédentes.
8. Quelles sont les personnes parmi les suivantes qui peuvent voter en faveur d'une proposition?
- a) Un créancier lié au débiteur.
 - b) Le syndic en tant que créancier.
 - c) Un créancier dont la créance est entièrement garantie.
 - d) Un employé impayé.
 - e) Aucune des réponses précédentes.
9. Le tribunal peut refuser d'approuver la proposition si
- a) le débiteur a commis l'une ou l'autre des infractions prévues aux articles 198 à 200 (auparavant les articles 169 à 171).
 - b) les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables.
 - c) la proposition ne prescrit pas le paiement en priorité des réclamations conformément à l'article 136 (auparavant l'article 107).
 - d) toutes les réponses précédentes.
 - e) les réponses a) et b).
10. Les personnes suivantes peuvent enjoindre le syndic de demander au tribunal de rendre une ordonnance concernant le revenu excédentaire:
- a) Les inspecteurs.
 - b) Les créanciers.
 - c) Le surintendant des faillites.
 - d) Toutes les réponses précédentes.
 - e) Seulement les réponses a) et b).
11. Quelles sont les personnes parmi les suivantes qui ne peuvent pas voter concernant la nomination du syndic ou des inspecteurs?
- a) Une personne liée au failli.
 - b) Un administrateur ou un dirigeant de la société faillie.
 - c) Toute filiale en propriété exclusive de la société faillie.
 - d) Toutes les réponses précédentes.
 - e) Seulement les réponses b) et c).

5. The following individual(s) cannot be petitioned into bankruptcy:
- a) an individual engaged part-time in fishing
 - b) an individual engaged solely in farming
 - c) a wage earner who also carries on business on his own account
 - d) all of the above
6. A petition for a receiving order, prior to the hearing, shall only be withdrawn:
- a) with the leave of the court
 - b) with the leave of the Superintendent
 - c) with the leave of the petitioning creditor(s)
 - d) none of the above
7. X petitions Y into bankruptcy. The proceeds of realization are insufficient to cover the Trustee's costs. The Trustee may:
- a) ask X to voluntarily pay the costs
 - b) write-off the costs
 - c) obtain a court order to require X to pay the costs
 - d) all of the above
 - e) only a) and b)
 - f) none of the above
8. Which of the following persons may vote to accept a proposal?
- a) a creditor who is related to the debtor
 - b) the Trustee as a creditor
 - c) a fully secured creditor
 - d) an unpaid employee
 - e) none of the above
9. The court shall refuse to approve the proposal if:
- a) the debtor has committed any offenses under Sec. 198–200 (formerly Sec. 169–171)
 - b) the terms of the proposal are not reasonable
 - c) the proposal does not provide for the payment in priority as outlined in Sec. 136 (formerly Sec. 107).
 - d) all of the above
 - e) a) and b)
10. The following persons may direct a Trustee to apply for a court order for surplus income:
- a) inspectors
 - b) creditors
 - c) Superintendent of Bankruptcy
 - d) all of the above
 - e) only a) and b)
11. Which of the following persons may not vote on the appointment of the Trustee or inspectors?
- a) a person related to the bankrupt
 - b) an officer or director of the bankrupt corporation
 - c) any wholly owned subsidiary of the bankrupt corporation
 - d) all of the above
 - e) only b) and c)

12. Le syndic peut racheter une garantie en payant au créancier garanti la créance ou la valeur de la garantie selon l'évaluation
- a) du tribunal.
 - b) du syndic.
 - c) du séquestre officiel.
 - d) de l'inspecteur.
 - e) du créancier garanti.
13. Lorsqu'un syndic rejette une réclamation d'un créancier, ce rejet est définitif et péremptoire à moins que, dans les 30 jours suivant la signification du rejet, le créancier visé.
- a) ne porte la décision en appel devant le syndic.
 - b) ne porte la décision en appel devant le tribunal.
 - c) ne porte la décision devant le séquestre officiel.
 - d) Aucune des réponses précédentes.
14. Une réclamation de 300 \$ du fils du failli pour salaire impayé est colloquée comme:
- a) créance privilégiée en vertu de l'article 136 (auparavant l'article 107) de la Loi.
 - b) créance ordinaire.
 - c) créance différée.
 - d) une telle réclamation n'est pas prouvable en matière de faillite.
15. Si le syndic refuse ou fait défaut de payer un dividende après en avoir été requis par les inspecteurs le tribunal peut:
- a) destituer le syndic.
 - b) ordonner au syndic de payer le dividende.
 - c) ordonner au syndic de payer personnellement les intérêts sur ce dividende pour la durée de sa rétention.
 - d) ordonner au syndic de payer les frais de la demande.
 - e) Toutes les réponses précédentes sauf a).
16. Lorsqu'il est raisonnablement probable qu'un failli ne sera pas en mesure de se conformer aux conditions d'une ordonnance du tribunal concernant sa libération, une audition relative à la modification des conditions peut avoir lieu après
- a) 60 jours.
 - b) 3 mois.
 - c) 6 mois.
 - d) 12 mois.
 - e) le délai fixé par le syndic.

PARTIE B (20 points)

Vous êtes nommé syndic de l'actif de la Société ABC Ltée et le séquestre officiel vous a demandé de présider la première assemblée des créanciers conformément au paragraphe 105(1) de la Loi (auparavant le paragraphe 83(1)). Un dividende de 20 % sera versé aux créanciers ordinaires de cet actif.

M. Crédit a avancé la somme de 100 000 \$ à la Société ABC Ltée. Le président de la Société ABC Ltée a cautionné personnellement le remboursement de cette avance et a consentie une hypothèque de premier rang d'une somme de 75 000 \$ sur sa résidence en garantie de son engagement. Une somme nette de 60 000 \$ sera obtenue suite à la vente de la résidence et un acheteur est disponible à ce prix. Il n'y a aucune garantie grevant l'actif de la faillie.

La Société ABC Ltée exploitait ses activités dans des locaux loués. La valeur de réalisation nette des stocks situés dans ces locaux s'élève à 3 000 \$. Le loyer en vertu du bail est de 400 \$ par mois.

12. The Trustee may redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed by the:
- court
 - Trustee
 - Official Receiver
 - inspector
 - secured creditor
13. Where a Trustee disallows a claim of a creditor, his disallowance is final and conclusive unless within 30 days after the service, the claimant:
- appeals to the Trustee
 - appeals to the court
 - appeals to the Official Receiver
 - none of the above
14. Unpaid wages of \$300 owed to the son of the bankrupt rank:
- with priority under Sec.136 (formerly 107) of the Act
 - as an unsecured claim
 - as a deferred claim
 - is not a provable claim in bankruptcy
15. If the Trustee refuses or fails to pay any dividend after having been directed to do so by the inspectors, the court may:
- remove the Trustee
 - order the Trustee to pay the dividend
 - order the Trustee to pay personally interest thereon from the time that it was withheld
 - order the Trustee to pay the cost of the application
 - all of the above except a)
16. Where there is reasonable probability that a bankrupt will not be able to satisfy the terms of a court order with respect to his discharge, a hearing to modify the terms may be heard after:
- 60 days
 - 3 months
 - 6 months
 - 12 months
 - as determined by the Trustee

PART B (20 marks)

You are appointed Trustee of the estate of ABC Company Ltd. and the Official Receiver has requested that you act as chairman at the first meeting of creditors pursuant to Section 105 (1) of the Act (formerly Section 83). A 20% dividend will be paid to the ordinary creditors of this estate.

Mr. Credit has advanced the sum of \$100,000 to ABC Company Ltd. The President of ABC Company Ltd. has personally guaranteed this advance and has granted a first collateral mortgage of \$75,000 on his personal residence. The property will generate \$60,000 net and a buyer is available at that price. There is no security on any of the bankrupt company's assets.

ABC Company Ltd. operated from leased premises. The inventory located in the premises has a net realizable value of \$3,000. The rent pursuant to the lease is \$400 per month.

Question 1 (4 points)

Avant la date de la faillite, le propriétaire a fait saisir les biens de la faillie. A la date de la faillite, les biens assujettis à la saisie demeurent dans les lieux loués et sont sous le contrôle d'un huissier.

Quels sont les droits du syndic concernant les biens sous saisie?

Supposez maintenant qu'au moment de votre nomination, les biens de la Société ABC Ltée étaient sous le contrôle du débiteur dans les locaux loués. Le propriétaire réclame ce qui suit:

- 300 \$ pour le coût des réparations suite aux dommages causés aux locaux loués par le représentant du syndic lors de l'enlèvement des articles en stock;
- 900 \$ pour le coût des réparations suite aux dommages causés aux locaux loués avant la faillite;
- 1 100 \$ pour les impôts fonciers;
- 1 600 \$ à titre de loyer anticipé.

Question 2 (8 points)

Le propriétaire dépose une réclamation comme créancier privilégié pour toutes les sommes qui lui sont dues. Commentez les éléments de sa réclamation en indiquant les facteurs dont il faut tenir compte pour chacun d'eux.

Question 3 (3 points)

M. Crédit a déposé une réclamation comme créancier non garanti pour une somme de 100 000 \$. Comment la réclamation de M. Crédit doit-elle être traitée aux fins du vote lors de la première assemblée des créanciers, compte tenu du fait que la majorité des créanciers s'opposent à sa réclamation?

Question 4 (2 points)

Lors de la distribution, M. Crédit avait déjà réalisé l'hypothèque sur la résidence du président de la faillie. Comment sa réclamation sera-t-elle traitée aux fins du dividende?

Question 5 (3 points)

Un créancier a déposé une réclamation non liquidée de 150 000 \$. Comment le syndic traitera-t-il cette réclamation aux fins de la distribution du dividende?

PARTIE C (21 points)

Bill Anderson est le seul et unique propriétaire et exploitant de l'Hôtel Campagnard, petit hôtel qui ne respecte pas les exigences des autorités chargées de délivrer les permis pour la vente de spiritueux. Après avoir examiné sa situation financière au printemps de 1989, Bill Anderson constate qu'il est insolvable et se rend à votre bureau pour déposer une cession de biens. L'actif de Bill Anderson se compose des éléments suivants:

	\$
Stocks	1 500
Biens immeubles	
Hôtel Campagnard	100 000
Immeuble loué (dont il est co-propriétaire avec son frère)	75 000
Automobile	1 000
Régime enregistré d'épargne-retraite (saisissable)	5 000
Ameublement et équipement de l'hôtel	25 000
Police d'assurance-vie (aucune valeur de rachat, payable aux héritiers légaux de Bill Anderson)	néant

Suzanne Anderson, la femme de Bill Anderson, se rend elle aussi à votre bureau avec son mari. Même si elle n'a aucun bien, elle a engagé sa responsabilité concernant certaines des dettes de son mari. Suzanne fait une cession volontaire le même jour que son mari, mais il ne s'agit pas d'une cession conjointe.

Question 1 (4 marks)

Prior to the date of bankruptcy the landlord commenced distraint proceedings. As of the date of bankruptcy the assets subject to the distraint proceedings remain on the leased premises and are subject to a bailiff's control.

What are the Trustee's rights regarding the assets seized?

Now assume that at the time of your appointment, the assets of ABC Company Ltd. were under the debtor's control at the leased premises. The landlord is claiming the following:

- \$300 for the cost of repairs for damages to the leased premises caused by the Trustee's representative removing the inventory
- \$900 for the cost of repairs for damages to the leased premises incurred prior to the bankruptcy
- \$1,100 for property taxes
- \$1,600 as accelerated rent

Question 2 (8 marks)

The landlord files a preferred claim for all monies owed to him. Discuss the factors to be considered in dealing with each of the elements of his claim.

Question 3 (3 marks)

Mr. Credit has filed an unsecured claim in an amount of \$100,000. How is Mr. Credit's claim to be dealt with for voting purposes at the first meeting of creditors considering that a majority of the creditors object to his claim?

Question 4 (2 marks)

At the time of distribution Mr. Credit had already realized on the collateral mortgage held on the residence of the President of the company. How will his claim be treated for dividend purposes?

Question 5 (3 marks)

A creditor has filed an unliquidated claim of \$150,000. How will the Trustee deal with this claim for dividend purposes?

PART C (21 marks)

Bill Anderson owns and operates the Country Hotel as a sole proprietorship. The Country Hotel is a small hotel which does not meet the requirement of the liquor licensing authorities. After reviewing his financial situation in the spring of 1989, Bill Anderson realizes that he is insolvent and attends at your office to file an assignment in bankruptcy. Bill Anderson's assets are made up as follows:

	\$
Inventory	1,500
Real Property	
Country Hotel	100,000
Rental property (in joint ownership with his brother)	75,000
Automobile	1,000
Registered Retirement Savings Plan (not exempt)	5,000
Hotel fixtures and equipment	25,000
Life Insurance Policy (no cash surrender value, payable to Bill Anderson's estate)	nil

Bill Anderson's wife, Susan Anderson, also attends at your office with her husband. Although Susan has no assets, she has incurred responsibility on a number of his debts. Susan Anderson makes a voluntary assignment on the same day as her husband, however, it is not a joint assignment.

Question 1 (16 points)

La Banque XYZ détient sur l'Hôtel Campagnard une hypothèque égale à la valeur de réalisation de celui-ci ainsi qu'un prêt à l'exploitation de 40 000 \$ garanti par l'ameublement et équipement de l'hôtel. La Caisse populaire canadienne détient une hypothèque de premier rang de 30 000 \$ sur l'immeuble loué. Il n'y a pas d'autres créanciers garantis.

a) (2 points)

Suzanne Anderson soutient que le syndic ne peut saisir l'automobile, étant donné qu'elle en a besoin pour gagner sa vie comme agent d'assurance. Quelle est votre position comme syndic?

b) (2 points)

La banque soutient qu'elle a un droit de compensation sur le montant du régime enregistré d'épargne-retraite, étant donné qu'il est détenu à sa succursale. Quelle est votre position en tant que syndic?

c) (2 points)

Bill Anderson avait déjà été marié et il doit une somme de 8 000 \$ à titre d'arriérés de pension alimentaire. Son ex-épouse le poursuit pour obtenir ces arriérés. Bill vous présente une copie de la déclaration et vous demande ce que vous pouvez faire à ce sujet en tant que syndic. Quelle est votre réponse?

d) (4 points)

i) Comment le syndic peut-il s'assurer que l'immeuble loué ne sera pas vendu sans qu'il en soit informé?
ii) Quelles sont les alternatives du syndic pour réaliser ses droits dans l'immeuble loué? (Ne faites pas mention du droit possible du syndic sur les revenus de location.)

e) (2 points)

Deux mois après le dépôt de la cession de biens de Suzanne Anderson, l'oncle de cette dernière décède et lui laisse une partie de ses biens. En tant que syndic, vous êtes au courant de l'héritage. Quelles mesures prenez-vous, le cas échéant?

f) (2 points)

En novembre 1990, Bill Anderson aura droit à une somme de 25,000 \$ à titre de pension de retraite. Que devrait faire le syndic au sujet de cette somme, le cas échéant?

g) (2 points)

Malheureusement, Bill Anderson décède avant que vous ne fermiez son dossier. Au moment de son décès, Bill devait encore 50 \$ en vertu d'une ordonnance de libération conditionnelle alors que Suzanne avait déjà obtenue sa libération absolue. Un montant de 100 000 \$ est payé en vertu de la police d'assurance-vie de Bill.

i) Quel est l'état de la jurisprudence concernant le droit du syndic sur le produit de la police d'assurance?
ii) Si Bill Anderson était décédé sans assurance-vie, l'administration de l'actif aurait-elle été affectée?

Question 2 (5 points)

Supposez maintenant que la banque possède des suretés grevant tous les éléments d'actif de l'Hôtel Campagnard, y compris les revenus de location en découlant. La banque n'a pas encore entrepris la réalisation de ses suretés, mais elle aurait un acheteur éventuel. L'acheteur en question vient voir le syndic, et lui offre de louer l'hôtel.

Que feriez-vous à titre de syndic?

PARTIE D (25 points)

M. Jones a fait une cession de biens le 31 mars 1989 et votre cabinet a été nommé syndic. M. Jones a fait dresser ses états financiers par un comptable et vous en avez obtenu des copies. Voici un résumé des états financiers et du bilan statutaire déposés auprès du séquestre officiel:

Question 1 (16 marks)

XYZ Bank has a real property mortgage on the Country Hotel equal to the realizable value of the hotel as well as an operating loan of \$40,000 secured by the hotel fixtures and equipment. The Canadian Credit Union has a 1st mortgage on the rental property in the amount of \$30,000. There are no other secured creditors.

a) (2 marks)

Susan Anderson claims the automobile as property exempt from seizure by the Trustee as she requires it to earn her living as an insurance agent. What is your position as the Trustee?

b) (2 marks)

The bank claims they have the right of set-off in respect of the Registered Retirement Savings Plan as it is held at their branch. What is your position as the Trustee?

c) (2 marks)

Bill Anderson was previously married and owes maintenance arrears in the amount of \$8,000. His ex-wife is suing him for the maintenance arrears. Bill Anderson brings you a copy of the Statement of Claim and asks what you as Trustee can do about it. What is your answer?

d) (4 marks)

- i) How does the Trustee ensure that the rental property is not sold without his knowledge?
- ii) What alternatives does the Trustee have available to him to realize his interest in the rental property? (Do not discuss the Trustee's potential interest in rental income.)

(e) (2 marks)

Two months after Susan Anderson files the assignment in bankruptcy, her uncle dies and leaves her a share of his estate. As Trustee, you are aware of the inheritance. What steps, if any, do you take?

f) (2 marks)

In November 1990, Bill Anderson will be entitled to a lump sum pension of \$25,000. What, if anything, should the Trustee do concerning the pension?

g) (2 marks)

Sadly, before you have closed Bill Anderson's file, he passes away. At the time of his death, Bill owed \$50 on a conditional order of discharge while Susan had already obtained her absolute discharge. Bill Anderson's life insurance policy pays \$100,000.

- i) What is the current jurisprudence concerning the Trustee's interest in proceeds from the insurance policy?
- ii) If Bill Anderson had died with no life insurance, would the administration of your estate be affected?

Question 2 (5 marks)

Now assume that the bank has a valid charge on all the assets of Country Hotel, including any rental revenue derived from the assets. The bank has not yet commenced realizing on its' security, the bank does however have a buyer for the hotel upon occasion of obtaining title. As Trustee, you are approached by the prospective purchaser to rent him the hotel.

What would you do as Trustee regarding this matter?

PART D (25 marks)

Mr. Jones made an assignment in bankruptcy on March 31, 1989, and your firm was appointed Trustee. Mr. Jones had his financial statements prepared by an accountant and you have obtained copies. A summary of the balance sheets and of the statement of affairs filed with the Official Receiver is as follows:

	Au 31 janvier 1985 \$	Au 31 janvier 1989 \$	Bilan statutaire \$
Actif (à la juste valeur marchande)			
Actions – sociétés publiques	50 000	30 000	néant
– Gestion Jones Ltée	150 000	néant	néant
Biens immeubles – maison	100 000	150 000	150 000
– chalet	45 000	néant	néant
Automobile	8 000	10 000	10 000
Biens personnels	2 000	2 000	2 000
	-----	-----	-----
	355 000	192 000	162 000
Passif			
Hypothèque de premier rang sur la maison	90 000	130 000	128 000
Hypothèque de deuxième rang sur la maison	néant	néant	10 000
Impôt sur le revenu	20 000	50 000	néant
Créanciers non garantis	80 000	100 000	95 000
	-----	-----	-----
	190 000	280 000	233 000

Vous êtes informé de ce qui suit:

- M. Jones est marié et père de deux enfants.
- Il est le seul actionnaire de Gestion Jones Ltée, qui exploitait un parc d'amusement extérieur. Le parc est fermé depuis le 10 septembre 1987 et un agent a été nommé par un créancier garanti le 31 décembre 1987. M. Jones ne possède aucune action d'une autre société privée.
- Il était propriétaire de plusieurs actions de diverses grandes sociétés et les actions étaient cotées dans toutes les grandes bourses du Canada.

Question 1 (6 points)

Lors d'une recherche au bureau d'enregistrement, vous constatez que M. Jones a transféré son chalet à son frère le 15 mars 1985. Les inspecteurs vous demandent d'attaquer le transfert, étant donné qu'il s'agit, selon eux, d'une disposition de bien (settlement).

- Indiquez les renseignements supplémentaires dont vous avez besoin de M. Jones ou de son frère pour déterminer si le transfert peut être attaqué à titre de disposition de biens (settlement) en vertu de la Loi sur la faillite.
- Supposez que vous décidiez d'attaquer la transaction parce qu'il s'agit d'une disposition de biens (settlement). Indiquez les exigences requises par la Loi sur la faillite pour faire annuler une transaction de cette nature.
- Quels sont les difficultés que vous devrez affronter pour satisfaire aux exigences de la loi dans ce cas-ci?

Question 2 (4 points)

Vous constatez qu'en février 1989 M. Jones a vendu 75 % de toutes ses actions cotées en bourse et qu'il a utilisé le produit de la vente (déduction faite des frais de vente) pour payer sa dette à Revenu Canada, Impôt.

L'un des créanciers non garantis vous dit qu'à son avis ce paiement constitue un paiement préférentiel frauduleux et vous demande d'instituer une action en vertu de la Loi sur la faillite afin de recouvrer les fonds pour l'avantage de la masse. Institueriez-vous l'action? Justifiez votre réponse (ne tenez pas compte des honoraires des avocats et du syndic).

	As at January 31, 1985 \$	As at January 31, 1989 \$	Statement of Affairs \$
Assets (all shown at fair market value)			
Shares – public companies	50,000	30,000	nil
– Jones Management Ltd.	150,000	nil	nil
Real estate – home	100,000	150,000	150,000
– cottage	45,000	nil	nil
Automobile	8,000	10,000	10,000
Personal effects	2,000	2,000	2,000
	-----	-----	-----
	355,000	192,000	162,000
Liabilities			
1st mortgage on home	90,000	130,000	128,000
2nd mortgage on home	nil	nil	10,000
Income tax	20,000	50,000	nil
Unsecured creditors	80,000	100,000	95,000
	-----	-----	-----
	190,000	280,000	233,000

The following information becomes known to you.

- Mr. Jones is married with 2 infant children.
- He is the sole shareholder of Jones Management Ltd, which company operated an outdoor amusement park. The park has been closed since September 10, 1987, and a receiver was appointed by a secured creditor on December 31, 1987. Mr. Jones owns no shares in any other private corporation.
- He owned a number of shares in various large corporations, which were actively traded on every major stock exchange in Canada.

Question 1 (6 marks)

You conduct a search at the land title office, and you discover that the cottage was transferred by Mr. Jones to his brother on March 15, 1985. The inspectors instruct you to attack the transfer as they believe it to be a settlement.

- Set out any additional information you may require from either Mr. Jones or his brother to determine whether the transfer may be attacked as a settlement under the Bankruptcy Act.
- Assuming that you decide to attack it as a settlement, set out the requirements of the Bankruptcy Act to have a transaction of this nature overturned.
- What difficulties would you encounter in meeting the requirements of the Act in this case?

Question 2 (4 marks)

You determine that in February 1989, Mr. Jones sold 75% of all his publicly traded shares and used the sale proceeds (net of costs of disposition) to pay his liability to Revenue Canada, Taxation.

One of the unsecured creditors tells you that he believes this payment to be a fraudulent preference and requests that you commence an action under the Bankruptcy Act to recover the funds for the general benefit of the creditors. Would you commence the action? Give reasons for your decision (ignore considerations of legal and Trustee fees).

Question 3 (5 points)

Vous constatez que la maison qui figure au bilan statutaire appartient à M. Jones depuis décembre 1984. Le 1er février 1989, il a accordé une hypothèque de deuxième rang à la Société financière Inc. en vue de garantir un prêt qui lui a été accordé le 10 janvier 1989. La Société financière Inc. déclare que le prêt avait été accordé à la condition que M. Jones fournisse la garantie. Si une preuve existe à l'appui de cette déclaration, pouvez-vous, en vertu de la Loi sur la faillite, contester l'octroi de la garantie? Justifiez votre réponse.

Question 4 (7 points)

Vous constatez que M. Jones a transféré le reste de ses actions cotées en bourse (d'une valeur de 7 500 \$) à sa tante le 15 décembre 1988. Cette dernière avait pris soin de la maison et des enfants du failli pendant deux mois au cours de l'été 1988, alors qu'il faisait un séjour prolongé outre-mer avec sa femme. M. Jones vous dit qu'il lui a donné les actions en compensation de ses services. Il vous dit aussi qu'elle a maintenant vendu les actions (par l'entremise d'une bourse) pour la somme de 10 000 \$ (déduction faite des frais de vente) et qu'elle a déposé cette somme dans une banque canadienne. Indiquez les recours dont le syndic dispose, le cas échéant, en vertu de la Loi sur la faillite, à l'égard de cette transaction.

Question 5 (1 point)

Vous constatez que, le 20 mars 1989, l'oncle de M. Jones a payé le montant que ce dernier devait à un émetteur de carte de crédit. Un créancier vous demande si ce paiement constitue un paiement préférentiel frauduleux. Que diriez-vous à ce créancier? Justifiez votre réponse.

Question 6 (2 points)

Vous constatez que, le 2 avril 1989, M. Jones a gagné 10 000 \$ à la loterie et qu'il a utilisé les fonds pour rembourser un prêt que son père lui a consenti avant la date de la faillite. Pouvez-vous recouvrer cette somme de 10 000 \$ de son père en vertu de la Loi sur la faillite? Justifiez votre réponse.

PARTIE E (19 points)

M. Baker vient vous voir pour vous demander des conseils au sujet de ses problèmes financiers. Il vous fournit le résumé suivant de sa situation financière:

Actif (valeur de réalisation):	\$
– meubles-meublants	2 000
– Biens non exempts et non grevés (un article seulement)	15 000
– Automobile grevée	10 000
Passif:	
– Prêt bancaire garanti par une automobile	15 000
– Revenu Canada (impôt sur le revenu des particuliers)	13 000
– Créanciers non garantis (y compris certaines dettes pour nécessités de la vie)	18 000
Généralités:	
– Célibataire, aucune personne à charge	
– Salarié	
– Travaille depuis deux mois pour son employeur actuel	
– Il loue un logement à trois coin du rue de son lieux d'emploi	
– Ses revenus nets annuels s'élèvent à 24 000 \$	
– Un de ses créanciers non garantis a fait saisi son salaire	

Question 1 (9 points)

Compte tenu des renseignements fournis, indiquez les facteurs dont M. Baker devrait tenir compte pour faire soit une proposition ou soit une cession de biens.

Question 3 (5 marks)

You determine that Mr. Jones has owned the home appearing on his statement of affairs since December 1984. On February 1, 1989, he granted a second mortgage to Finance Company Inc. to secure a loan he had been given on January 10, 1989. Finance Company Inc. states that the loan was given on the basis that Mr. Jones would provide the security. If evidence exists to support this statement, are you able, under the Bankruptcy Act, to attack the granting of the security? Give reasons for your answer.

Question 4 (7 marks)

You determine that Mr. Jones transferred the balance of his publicly traded shares (value \$7,500) to his aunt on December 15, 1988. His aunt had taken care of his house and children for two months in the summer of 1988 when he and his wife had taken a long holiday overseas. Mr. Jones tells you that he gave her the shares to compensate her for taking care of the children. He also tells you that she has now sold the shares (through a stock exchange) for \$10,000 (net of costs of disposition), which she has deposited in a Canadian Bank. Discuss what remedies, if any, are available to the Trustee under the Bankruptcy Act concerning this transaction?

Question 5 (1 mark)

You determine that on March 20, 1989, Mr. Jones' uncle has paid Mr. Jones' liability to a credit card company. A creditor asks you whether this payment is a fraudulent preference. Set out your response, with reasons, to this creditor.

Question 6 (2 marks)

You determine that on April 2, 1989, Mr. Jones won \$10,000 in a lottery, and that he used the funds to repay a loan from his father, advanced prior to the date of bankruptcy. Are you able under the Bankruptcy Act to recover the \$10,000 from his father? Give reasons for your answer.

PART E (19 marks)

You have been approached by Mr. Baker requesting advice in solving his financial difficulties. He provides you with the following summary of information regarding his financial affairs:

Assets (realizable value):	\$
– household effects	2,000
– unencumbered non-exempt (one item only)	15,000
– encumbered automobile	10,000

Liabilities:	
– bank loan secured by automobile	15,000
– Revenue Canada (personal income tax)	13,000
– unsecured creditors (including some debts for necessities of life)	18,000

General:

- single with no dependents
- employed, as a wage earner
- has been employed for the past 2 months with his present employer
- his employer is located 3 blocks from his rented residence
- annual net earnings of \$24,000
- one of his unsecured creditors has garnisheed his wages

Question 1 (9 marks)

Given the information provided, discuss the factors that Mr. Baker should consider in proceeding with either a proposal or a bankruptcy.

Question 2 (10 points)

Indépendamment de votre avis, M. Baker décide de déposer une proposition et vous demande d'en rédiger une qu'il révisera.

Compte tenu des faits indiqués, dressez une liste des principaux éléments qui doivent être indiqués dans la proposition de M. Baker et indiquez la façon dont chaque élément sera traité.

PARTIE F (7 points)

Question 1 (5 points)

Au moment de demander sa libération, le syndic doit certifier au tribunal qu'il s'est conformé à certaines dispositions de la Loi sur la faillite concernant le règlement final de l'administration de l'actif. Quelles sont les procédures ou exigences dont vous attestez le respect (ne citez pas les numéros d'articles de la Loi sur la faillite ou des Règles régissant la faillite). Énumérez au moins dix éléments.

Question 2 (2 points)

a) Le Maître photocopieur Ltée soutient qu'un photocopieur qui se trouve en la possession de l'entreprise faillie lui appartient. Que doit faire le Maître photocopieur Ltée pour prouver le bien-fondé de son allégation?

b) Que ferez-vous comme président de la première assemblée des créanciers si le Maître photocopieur Ltée désire voter?

Question 2 (10 marks)

Regardless of your opinion, Mr. Baker chooses to proceed with filing a proposal and requests that you draft one for his review.

In point form, considering the given facts, list the key elements that must be included in Mr. Baker's proposal and state the manner in which each element will be dealt with.

PART F (7 marks)

Question 1 (5 marks)

The Trustee, at the time of applying for his discharge, must certify to the court that he has complied with certain provisions of the Bankruptcy Act in the finalization of the administration of the estate. With what procedure(s) or requirement(s) of the administration are you certifying that you have complied? (Do not quote specific numerical sections of the Bankruptcy Act or Bankruptcy Rules) List a minimum of ten points.

Question 2 (2 marks)

a) The Photomaster Company Ltd. claims that a photocopier in the possession of the bankrupt company belongs to them. What procedure must be followed by Photomaster Co. Ltd. to prove their position?

b) What position will be taken by you as chairman at the first meeting of creditors should Photomaster Company Ltd. wish to vote?

ÉPREUVE II – MISE SOUS SÉQUESTRE

PARTIE A (7 points)

M. Blais est président de Sirco Inc. («Sirco»), entreprise oeuvrant dans le domaine du vêtement.

Sirco achète les stocks et les revend immédiatement à cinq filiales en propriété exclusive.

Sirco doit 500 000 \$ à la Banque. Cette dernière n'a consenti aucune avance directe aux filiales. Le prêt est garanti par une sureté créée en vertu de l'article 178 de la Loi des banques sur les stocks de Sirco et des filiales, ainsi que par la caution personnelle de M. Blais.

Le directeur de la banque vous demande d'agir à titre d'agent concernant sa garantie en vertu de l'article 178.

Question 1 (5 points)

La réalisation de la garantie de la Banque sur les stocks des filiales présente-t-elle des difficultés? Justifiez votre réponse.

La femme de M. Blais est administratrice et dirigeante de Sirco et des filiales. Mme Blais ne participe aucunement à la gestion des entreprises.

Question 2 (2 points)

Identifiez quatre obligations éventuelles dont Mme Blais pourrait être tenue responsable en cas d'insolvabilité des sociétés.

PARTIE B (10 points)

PLL Ltée («PLL») est fabricant de vêtements.

Récemment, PLL a perdu deux de ses meilleurs employés qui se sont lancés à leur compte et se sont emparés de quelques-uns des meilleurs clients de l'entreprise.

Le chiffre d'affaires de PLL a baissé de 50 pour cent au cours des trois derniers mois.

La banque qui fournit une marge de crédit à PLL vous a demandé de faire une évaluation du risque de la Banque.

Le bilan de PLL s'établit comme suit:

Actif	
Comptes clients	720 000 \$
Stocks	
– réguliers	250 000
– en consignation	250 000
Immobilisations (à la valeur comptable nette)	225 000
	1 445 000 \$
Passif	
Prêt bancaire	1 000 000 \$
Comptes à payer et comptes courus	760 000
Emprunt à terme Trust International	125 000
Déficit	(440 000)
	1 445 000 \$

PAPER II – RECEIVERSHIP

PART A (7 marks)

Mr. Blais is the president of Sirco Inc. ("Sirco"), a company which is in the clothing business.

Sirco buys the inventory and immediately resells it to five wholly owned subsidiaries.

Sirco owes \$500,000 to the Bank. No advances were made by the Bank directly to the subsidiaries. The loan is secured by Section 178 security under the Bank Act, on the inventory of Sirco and the subsidiaries, and by the personal guarantee of Mr. Blais.

The bank manager approaches you to act as agent on their Section 178 Security.

Question 1 (5 marks)

Do you see any problem in enforcing the Bank's security over the inventories of the subsidiaries? Give reasons.

Mr. Blais' wife is an officer and director of Sirco and the subsidiary companies. Mrs. Blais has absolutely no involvement in the management of the companies.

Question 2 (2 marks)

Name four possible liabilities of Mrs. Blais in the event of the Insolvency of the companies.

PART B (10 marks)

PLL Ltd. ("PLL") is a manufacturer of clothes.

Recently PLL has lost two of its best employees who started their own business, and in the process took away some of the best clients of PLL.

The sales of PLL have decreased 50 percent within the last three months.

The Bank that provides PLL with a line of credit has called you for an assessment of the Bank's exposure.

PLL's Balance Sheet is as follows:

Assets

Accounts receivable	\$720,000
Trade inventory	
– regular	250,000
– consignment	250,000
Fixed assets (at net book value)	225,000
	\$1,445,000

Liabilities

Bank loan	\$1,000,000
Accounts payable and accruals	760,000
Term loan International Trust	125,000
Deficit	(440,000)
	\$1,445,000

Après avoir examiné soigneusement le dossier, vous déterminez ce qui suit:

Valeur marchande estimative de l'actif:	
Comptes clients	650 000 \$
Stocks réguliers	150 000
Stock en consignation	150 000
Immobilisations	75 000
	1 025 000 \$

Les comptes à payer et courrus comprennent ce qui suit:	
Taxe de vente provinciale	75 000 \$
Retenues de Revenu Canada sur les salaires	50 000
Commission des accidents du travail	25 000
Taxe d'accise de Revenu Canada	75 000
Loyer (trois derniers mois)	35 000
Taxes d'affaires municipales	20 000
Montants dûs pour stocks en consignation	250 000
Comptes fournisseurs	230 000
	760 000 \$

La garantie de la Banque est une charge flottante grevant tous les actifs. Une charge fixe sur les immobilisations garantit le prêt du Trust International au montant de 125 000 \$. Supposez que l'entente de consignation est valide.

Question 1 (10 points)

Dressez pour la Banque un état de la réalisation estimée en cas de mise sous séquestre, sans tenir compte des intérêts et des frais et honoraires des avocats et du séquestre.

PARTIE C (29 points)

En tant que spécialiste en insolvabilité, une succursale locale de la Banque Canadienne de l'Est («BCE») vous demande, d'assister à une réunion au bureau de la Banque pour discuter de l'un des clients problématiques de cette dernière, les Pétroles du Canada Ltée («PCL»). PCL doit une somme de 2 500 000 \$ à la BCE. Au cours de la réunion, les renseignements suivants sont dévoilés.

PCL exploite deux entreprises distinctes dans deux villes différentes:

- Un centre commercial
- Une station-service d'importance comportant un atelier de réparation des véhicules

La BCE est la principale source de financement de la station-service. La BCE vous informe que le centre commercial est financé par une société hypothécaire locale et que, à ce jour, les paiements hypothécaires et les taxes se rapportant au centre commercial sont en souffrance. La Banque ajoute que la société hypothécaire formulera peut-être une réclamation contre PCL relativement à un déficit anticipé de 10 000 000 \$ si le centre commercial faisait l'objet d'une vente forcée.

PCL n'a pas suffisamment de fonds ou d'éléments d'actif excédentaires pour régler la dette ou financer le déficit.

PCL tient des registres bancaires et comptables distincts pour chaque entreprise. La garantie de la BCE se compose de ce qui suit:

- une hypothèque sur la station-service;
- un acte de fiducie à charge fixe et flottante sur la station-service;
- une cession générale des créances;
- une garantie en vertu de l'article 178 de la Loi sur les banques sur les stocks;
- des cautionnements personnels des dirigeants de PCL.

After careful study, you gather the following facts.

Estimated market value of the assets:

Accounts receivable	\$650,000
Trade inventory	150,000
Consignment inventory	150,000
Fixed Assets	75,000
	\$1,025,000

Accounts payable and accruals include:

Provincial sales tax	\$75,000
Revenue Canada payroll deductions	50,000
Workers Compensation Board	25,000
Revenue Canada excise tax	75,000
Rent (last three months)	35,000
City business taxes	20,000
Amount due on consignment inventory	250,000
Trade payables	230,000
	\$760,000

The Bank's security is a floating charge debenture on all assets. The International Trust loan of \$125,000 is secured by a fixed charge on fixed assets. Assume that the consignment agreement is valid.

Question 1 (10 marks)

Prepare a Statement of Estimated Realization in the event of a receivership for the Bank excluding interest, legal and receiver fees and costs.

PART C (29 marks)

As an insolvency manager of your firm, you are called upon by a local branch of the Canadian Eastern Bank ("CEB") to attend a meeting at CEB's office to discuss one of its problem accounts, Canadian Oil Ltd ("COL"). COL is indebted to CEB for \$2.5 million. During the meeting the following information is disclosed.

COL operates two distinct businesses in two different cities:

- a shopping centre
- a large gas station with an automotive repair facility

The CEB is the primary financier on the gas station. The CEB advises you that the shopping centre is financed by a local mortgage company and at this date the mortgage payments and taxes on the shopping centre are in arrears. CEB advises you that there is a potential claim against COL by the mortgage company for an estimated shortfall of \$10 million upon liquidation of the shopping centre on a forced sale basis.

COL does not have sufficient funds or surplus assets to settle the deficiency or to finance the shortfall.

COL maintains separate accounting and banking records for each operation.

The CEB's security consists of:

- a land mortgage against the service station;
- a fixed and floating charge debenture over the gas station operation;
- a general assignment of book debts;
- Bank Act Section 178 Security over the inventory; and
- personal guarantees of the principals of COL.

Au cours d'une réunion avec PCL, on vous informe des faits suivants:

- PCL consentira à la nomination de votre cabinet comme mandataire et agent.
- La province a annoncé un projet visant à construire une grande autoroute devant la station-service, ce qui aura pour effet d'augmenter le volume du trafic vers la station.
- Les autorités locales chargées d'appliquer les normes environnementales ont avisé PCL que les réservoirs à essence et la méthode d'élimination des substances dangereuses ne sont pas conformes aux normes en matière d'environnement; les frais des mesures de correction requises sont évalués à 250 000 \$.
- La station-service a toujours généré des profits suffisamment élevés pour couvrir le service de la dette envers la BCE et fournir un rendement satisfaisant à ses propriétaires.
- En vertu du contrat de licence que PCL a conclu avec son fournisseur d'essence, ce dernier a le droit de résilier ledit contrat si PCL dépose une cession de biens où est mise sous séquestre;
- PCL a accepté une offre relativement à la location d'environ la moitié de l'espace vacant du centre commercial. En vertu de l'offre, le locataire paiera un loyer au taux du marché pour la période du bail ainsi que le coût de toutes les rénovations et versera un dépôt de 100 000 \$ pour garantir le bail. PCL n'a pas reçu le dépôt en question. Les loyers supplémentaires découlant de cette location n'auront pas pour effet d'abaisser considérablement le déficit de la société de prêt hypothécaire.

Question 1 (8 points)

La BCE veut savoir si elle devrait nommer un mandataire pour prendre possession des actifs de PCL. Énumérez les éléments dont la BCE devrait tenir compte avant de nommer un tel mandataire.

Question 2 (18 points)

Supposez qu'après avoir reçu vos commentaires, la BCE décide de nommer votre cabinet comme mandataire. Indiquez les mesures précises que vous prendriez en prenant possession

- des stocks;
- de l'équipement;
- des comptes clients;
- des revenus de location provenant du centre commercial.

Question 3 (3 points)

Vous recevez le dépôt de 100 000 \$ du nouveau locataire. En tant que mandataire, indiquez quelle est ou quelles sont vos obligations au sujet du dépôt en justifiant votre réponse.

PARTIE D (15 points)

La société Produits ABC Ltée a demandé à sa banque d'augmenter sa marge de crédit pour financer son expansion.

Le directeur de la succursale, M. Brown, estime qu'il n'a pas suffisamment de renseignements au sujet de la situation de Produits ABC Ltée et il a obtenu l'autorisation de sa banque pour retenir les services de votre firme afin d'évaluer la situation actuelle de la société en question.

M. Brown souligne que la banque désire être habilitée à nommer votre firme comme mandataire au dossier de Produits ABC Ltée dans l'éventualité où elle s'inquiéterait de sa position suite à votre rapport.

Question 1 (15 points)

Énoncer les points principaux que vous devrez mentionnés dans la lettre de mandat que vous discuterez lors de la réunion qui sera tenue avec les dirigeants de Produits ABC Ltée.

PARTIE E (24 points)

À votre insu, M. Smith, actionnaire principal et président de Transformateurs Électriques Ltée («T.E.L.»), rencontre l'un de vos associés et discute de la détérioration de la situation financière de l'entreprise; ils étudient ensemble des façons de régler le problème. Plusieurs possibilités ont été envisagées, notamment le dépôt d'une proposition en vertu de la Loi sur la faillite, le dépôt d'une cession de biens et une mise sous séquestre. M. Smith estimait que, étant donné qu'il avait approché votre firme, votre associé agirait pour lui. Avant de quitter votre bureau, M. Smith

In a meeting with COL you are advised that:

- COL will consent to the appointment of your firm as Receiver-Manager;
- the province has announced plans to reroute a major highway in front of the service station, which will increase traffic volume to the station;
- the local environmental authorities have advised COL that the gasoline holding tanks and the method of disposing the hazardous wastes are not up to environmental standards. The costs of this clean-up are estimated to be \$250,000;
- the service station has consistently generated profits sufficient to service debts to CEB and to provide a reasonable return to its owners;
- the licensing agreement that COL has with its gasoline supplier contains clauses that allow the supplier to terminate the agreement if COL files an assignment in bankruptcy or is placed in receivership; and
- COL has accepted a leasing offer for the rental of approximately half of the vacant space in the shopping centre. The offer provides that the tenant will pay market rents for the period, will pay the costs of all renovations and will pay a rental deposit of \$100,000. The rental deposit has not been received. The additional rents generated from this lease will not decrease the mortgage company's shortfall significantly.

Question 1 (8 marks)

CEB has asked you for your comments as to whether CEB should place COL in receivership. List your points for consideration by CEB prior to any appointment of a Receiver-Manager.

Question 2 (18 marks)

Assume that after reviewing your comments, CEB decides to privately appoint your firm as Receiver-Manager of COL. List the specific procedures that you would initiate on taking possession of:

- a) inventory
- b) equipment
- c) accounts receivable
- d) rental income from the shopping centre

Question 3 (3 marks)

You receive the \$100,000 deposit from the new tenant. As a privately appointed Receiver-Manager give with reasons, your obligation(s) regarding the deposit.

PART D (15 marks)

ABC Products Ltd., has approached its Bank for an increase in its line of credit to finance its present expansion.

The branch manager, Mr. Brown, is concerned about the lack of knowledge that he has over the affairs of ABC Products Ltd. and has obtained his Bank's authorization to engage your firm to assess the current position of ABC Products Ltd.

Mr. Brown indicates that the Bank wants the ability to appoint your firm as its Receiver-Manager of ABC Product Ltd. in the event that your assessment gives the Bank concern over its security position.

Question 1 (15 marks)

Draft a letter of engagement in point form for discussion at the meeting with the principals of ABC Products Ltd.

PART E (24 marks)

Without your knowledge, Mr. Smith, the major shareholder and President of Electric Transformers Ltd. ("E.T.L.") meets with one of your partners and discusses the company's deteriorating financial condition and they explore ways to effectively deal with the situation. Various alternatives were considered including a proposal under the Bankruptcy Act, an assignment in bankruptcy and/or receivership. Mr. Smith was of the view that since he approached your firm,

a donné un dépôt de 2 000 \$ à votre associé, en le remerciant de sa collaboration et en exprimant le souhait qu'ils travaillent ensemble pour la restructuration de T.E.L.

Plus tard au cours de la journée, vous rencontrez M. Baker, directeur de Banque; vous êtes mis au courant des problèmes de T.E.L. et vous acceptez d'être nommé mandataire de la Banque, pour le cas où cette nomination serait nécessaire. M. Baker vous dit que M. Cheng, actionnaire minoritaire et garant de la dette bancaire, et T.E.L. ont explicitement demandé la nomination de votre firme comme mandataire pour le cas où cette nomination serait nécessaire. M. Cheng et M. Smith ne s'entendent pas à l'heure actuelle et sont opposés dans une action civile.

Au cours de la réunion hebdomadaire que vous tenez avec vos associés le lendemain, vous êtes mis au courant de la conversation que votre associé a eue avec M. Smith.

Question 1 (5 points)

Vous trouveriez-vous dans une situation de conflit d'intérêts si vous agissiez comme mandataire pour la Banque? Dans l'affirmative, comment résoudriez-vous le conflit?

Supposez que vous avez réglé les problèmes de conflit possible et que vous êtes nommé mandataire au dossier.

La garantie de la banque comprend des suretés enregistrées sur le terrain, l'immeuble et l'équipement de fabrication de T.E.L. ainsi qu'une débiteure à charge flottante/acte de fiducie couvrant les autres biens. Vous êtes convaincu que la Banque possède une garantie valide et exécutoire sur les biens.

Vous apprenez également les faits suivants:

- T.E.L. compte 150 employés et une somme de 75 000 \$ au titre des salaires est en souffrance à la date de mise sous séquestre/prise de possession.
- Des BPC sont emmagasinés dans les locaux et sont également utilisés comme agent de refroidissement dans les transformateurs fabriqués par T.E.L.
- Il existe quelques contrats à long terme lucratifs concernant la fourniture de transformateurs à diverses entreprises de services publics.
- Les produits de T.E.L. comportent une garantie générale de deux ans en cas de vice de fabrication.
- T.E.L. doit une somme de 150 000 \$ au Ministère de l'énergie, des mines et des ressources et un montant de 50 000 \$ à Revenu Canada pour les retenues salariales impayées.
- Les comptes clients de T.E.L. comprennent la dette du Ministère de la défense nationale («MDN»), qui doit 25 000 \$ pour les livraisons antérieures. Le MDN a commandé deux transformateurs évalués à 50 000 \$ chacun.
- T.E.L. a un bon produit et pourrait devenir une entreprise viable si elle bénéficiait d'une gestion et d'un financement appropriés.

Vous êtes d'avis que vous ne pourrez obtenir une réalisation maximale que si vous vendez les biens comme éléments d'une entreprise en opération. En conséquence, vous recommandez à la Banque de vous permettre de continuer à exploiter l'entreprise tout en tentant de trouver un acheteur approprié. La banque est d'accord avec vous.

Question 2 (6 points)

- a) Comment traiteriez-vous avec les arriérés de salaire?
- b) Quelles dispositions prendriez-vous concernant les employés, compte tenu de la responsabilité possible d'un employeur successeur?

Question 3 (5 points)

Quelles mesures ou précautions prendriez-vous relativement aux BPC qui se trouvent dans les locaux et dans les transformateurs pendant le transport?

Question 4 (4 points)

Décrivez au moins trois moyens de régler le problème de la garantie des produits, en supposant que la perception des créances sera difficile, à moins que vous ne régliez ce problème.

your partner would be "acting for him". On leaving your office Mr. Smith gave a \$2,000 retainer to your partner, thanked him for his time and expressed the hope that they could work together to help in the restructuring of E.T.L.

Later in the day, you meet with Mr. Baker, a bank manager, and learn of the problems with E.T.L. and agree to act as Receiver-Manager if one is to be appointed. Mr. Baker advised you that Mr. Cheng, a minority shareholder and the guarantor of the bank debt and E.T.L. had specifically requested that your firm be appointed Receiver-Manager should one have to be appointed. Mr. Cheng and Mr. Smith are currently at odds and a lawsuit between them is pending.

In your weekly meeting with your partners the following day, you learn of your partner's discussion with Mr. Smith.

Question 1 (5 marks)

Would you have any conflict of interest in acting as Receiver-Manager of E.T.L.? If so, how would you resolve the conflict?

Assume that you have overcome any potential conflict problems and are appointed Receiver-Manager of E.T.L.

The Bank's security includes a fixed charge registered against E.T.L.'s land, building and manufacturing equipment, and a floating charge debenture/trust deed covering all the other assets. You are satisfied that the Bank has valid and enforceable security over the assets.

You also determine the following information:

- E.T.L. employs 150 people and there are outstanding wage arrears in the amount of \$75,000 as of the receivership date;
- PCBs are stored on the premises and are also used as a cooling agent in the transformers manufactured by E.T.L.;
- there are some lucrative long-term contracts to supply transformers to various Public Utilities;
- E.T.L.'s product carries a comprehensive two-year warranty against poor or faulty workmanship;
- E.T.L. owes \$150,000 to the Department of Mines, Energy & Resources and also owes Revenue Canada \$50,000 for outstanding payroll deductions;
- E.T.L.'s receivables include the Department of National Defense ("DND") who owe \$25,000 for past shipments. DND has ordered 2 transformers valued at \$50,000 each; and
- E.T.L. has a good product and could become a viable business if proper management and financing were in place.

It is your view that maximum realization would be attained only if the assets were to be sold on a going concern basis. Accordingly, you recommend to the Bank that you continue to operate the business while trying to find a suitable purchaser. The Bank agrees with you.

Question 2 (6 marks)

- a) How would you deal with the outstanding wage arrears?
- b) What arrangements would you make with respect to the employees' continued employment bearing in mind the potential liability of a successor employer?

Question 3 (5 marks)

What steps and/or precautions would you take in dealing with the PCBs on the premises and in the transformers while in transit?

Question 4 (4 marks)

Describe at least three ways to deal with the problem of warranty, assuming that collection of accounts receivable will be difficult unless this matter is addressed.

Question 5 (4 points)

Que feriez-vous du compte client du MDN et de sa commande de deux autres transformateurs?

PARTIE F (15 points)

Question 1 (15 points)

Pour chacune des suretés suivantes, indiquez les principaux facteurs dont il faut tenir compte pour en déterminer la validité:

- a) Contrats de vente conditionnelle.
- b) Cession générale de créances, (transport général de dettes de livres).
- c) Garantie en vertu de l'article 178 de la Loi sur les banques.

Question 5 (4 marks)

What consideration would you give, if any, with respect to the receivable from the DND and their order for 2 additional transformers?

PART F (15 marks)

Question 1 (15 marks)

For each of the following instruments, identify the major factors which must be reviewed to ascertain the validity of the security documents.

- a) Conditional sales contracts.
- b) General Assignment of Book Debts on all accounts receivable and book debts.
- c) Bank Act Section 178 Security.

Statistiques

Note de l'éditeur responsable

Des problèmes techniques nous empêchent de publier dans ce numéro du Bulletin les statistiques du mois de septembre 1989. Celles-ci apparaîtront dans le prochain Bulletin, avec les statistiques d'octobre 1989. Nous regrettons le contretemps occasionné par ce problème.

Statistics

Note from the Editor

Due to technical problems, the statistics for September 1989 that should appear in this Bulletin are not available. However, they will be included in next month's issue, along with the statistics for October 1989. We regret any inconvenience this may have caused our readers.

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. René Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

971004

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label	Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name		
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal	
		Canada		
Le destinataire est déménagé à:		The Addressee has Moved to:		
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal	